

ALENA : finies les concessions dans la gestion de l'offre!

Dimanche dernier, à l'émission américaine *Meet the Press* de la chaîne NBC, le premier ministre Trudeau a laissé entendre qu'il était prêt à concéder un accès au marché canadien des produits laitiers pour conclure les renégociations de l'ALENA. Cette déclaration inquiète grandement les producteurs de lait, d'œufs et de volaille du Québec pour l'avenir des 6 513 fermes familiales et les 116 000 emplois générés par les productions sous gestion de l'offre, au Québec seulement. La menace constante de nouvelles concessions de marché – qui plane sur nos fermes et nos familles, nos investissements financiers et humains – doit s'arrêter. Les secteurs sous gestion de l'offre ont assez servi de monnaie d'échange dans les accords commerciaux.

En effet, lors des deux dernières négociations commerciales, celle conclue avec l'Union européenne (AECG) et celle du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), le Canada a cédé des parts de marché sous gestion de l'offre à la dernière minute, malgré des engagements contraires.

Le premier ministre devrait demeurer très ferme dans l'objectif qu'il s'est donné au tout début des négociations : celui de maintenir l'exception qui préserve la gestion de l'offre dans l'accord. Avec la gestion de l'offre, les producteurs canadiens de lait, d'œufs et de volaille gèrent collectivement leurs productions. Par leur discipline et leur rigueur, ils s'emploient à satisfaire le marché intérieur avec des produits locaux de grande qualité, qui répondent aux attentes des consommateurs. Ils évitent ainsi la surproduction et le dumping sur le marché mondial, contrairement à l'approche américaine. La gestion de l'offre est donc tout aussi légitime que les milliards de dollars de subventions du *Farm Bill*, par lequel les États-Unis subventionnent directement ou indirectement leurs agriculteurs. À ce jour, le Canada rejette fermement la demande américaine d'abolir notre politique agricole et refuse d'accorder toute nouvelle concession supplémentaire à nos marchés. Le *Farm Bill* n'est pas sur la table de négociations. Rien ne justifie que notre politique le soit!

Depuis la mise en œuvre de l'ALENA en 1994, les échanges agricoles entre le Canada et les États-Unis se sont beaucoup accrus, au grand avantage de nos voisins. Les États-Unis ont, en 2016, profité d'un excédent commercial agricole de 2,2 milliards de dollars avec le Canada. Et contrairement aux idées reçues, la balance commerciale des produits sous gestion de l'offre – lait, œufs, volaille – est largement à l'avantage des États-Unis. Ainsi, entre 1993 et 2016, la valeur des produits laitiers américains vendus au Canada est passée de 50 millions de dollars à 557 millions de dollars et pour 2016, les trois quarts (75 %) des importations canadiennes de produits laitiers provenaient des États-Unis. Notre déficit commercial pour ce secteur a atteint 445 millions de dollars. En contrepartie, le marché américain est loin d'être accessible. Le Canada importe 10 % de ses produits laitiers; les États-Unis, 3,5 %. Avec les concessions faites lors de l'AECG et du PTPGP, cet accès sera accru de 5 % de plus.

En 2015, 16 % de notre consommation totale de viande de poulet provenait de l'étranger – le niveau d'accès prévu dans nos accords n'est pourtant que de 7,5 % – et la quasi-totalité de ces importations (14 % de la consommation canadienne) est venue des États-Unis. Le scénario se répète et s'accroît dans le secteur des œufs. Les importations d'œufs d'incubation américains représentent aujourd'hui plus du cinquième de la production canadienne. Sans compter qu'à peu près 30 % des exportations américaines d'œufs de consommation prennent systématiquement la route du Canada.

La demande américaine d'abolir la gestion de l'offre n'est donc aucunement justifiée, pas plus que ne le seraient des concessions de marché, en considérant la balance commerciale hautement avantageuse pour les États-Unis. Si les États-Unis veulent plus d'accès à notre marché, qu'ils réintègrent le PTPGP, où des concessions ont déjà été faites, à leur demande!

La gestion de l'offre permet aux producteurs de lait, d'œufs et de volaille de tirer un revenu équitable entièrement du marché, sans subventions. Le consommateur y trouve aussi son compte : une récente étude d'Export action global démontre que le prix de détail moyen actuel du lait canadien se compare bien aux prix du lait frais ailleurs dans le monde et que les Canadiens paient moins pour leur lait que les consommateurs de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (deux marchés laitiers qui ont été déréglementés).

Les secteurs québécois sous gestion de l'offre sont à la source de 8,7 milliards de dollars en contributions au PIB et de 2,1 milliards de dollars en retombées fiscales. Ils jouent un rôle déterminant dans l'occupation du territoire dans nos régions, partout au pays. Sans cette politique agricole, une récente étude de PwC a fait ressortir le fait que 58 000 à 80 000 emplois seraient menacés dans le secteur avicole seulement et une autre étude, celle du Boston Consulting Group, indiquait que la survie d'environ la moitié des exploitations laitières au pays serait compromise.

Un sondage Ipsos rendu public le 3 mai dernier rapporte que 75 % des Canadiens (et 79 % des Québécois) considèrent que le secteur laitier canadien devrait être défendu dans les renégociations de l'ALENA et 60 % des Canadiens déclarent que la mesure dans laquelle Ottawa défendra les intérêts de ce secteur aura une incidence sur leur vote lors des prochaines élections.

M. Trudeau devrait corriger le tir et profiter du sommet du G7 pour communiquer ces arguments à son homologue et défendre ses agriculteurs avec la même vigueur avec laquelle M. Trump défend les siens!

Marcel Groleau, président général
Union des producteurs agricoles
Porte-parole, Mouvement pour la gestion de l'offre

Ghislain Gervais, président
La Coop fédérée

René Moreau, président
Agropur coopérative

Bruno Letendre, président
Les Producteurs de lait du Québec

Pierre-Luc Leblanc, président
Les Éleveurs de volailles du Québec

Paulin Bouchard, président
Fédération des producteurs d'œufs du Québec

Gyslain Loyer, président
Les Producteurs d'œufs d'incubation du Québec